

## Décoloniser l'approche canadienne d'aide publique au développement : le cas de l'Afrique subsaharienne

Par Anys Toupin-Khellef

La question de l'efficacité de l'aide publique au développement demeure omniprésente au sein des instances de solidarité internationale. Souvent critiqué en raison de son manque de résultats à long terme et de l'absence d'appropriation par les populations bénéficiaires, le système d'aide au développement vit une crise de confiance à cause de la persistance de la pauvreté et de tant d'inégalités entre pays du Sud global et pays du Nord. Malgré l'acharnement des acteurs du développement à proposer des alternatives structurelles visant à améliorer l'efficacité de l'aide, le fossé toujours grandissant entre pays occidentaux et pays du Sud qui est maintenu par les mêmes rapports de force interpelle l'opinion.

Dans le monde académique et militant, les études postcoloniales, courant théorique et critique, tentent d'offrir une perspective alternative afin de combler les lacunes et limites des analyses classiques du développement international. S'enrichissant à un rythme exponentiel depuis les années 1970, les études postcoloniales remettent en question les normes, les discours, les perceptions occidentales du système international libéral et les séquelles à long terme de la colonisation sur les sociétés actuelles (Bancel 2019). Selon cette perspective, les pays occidentaux, par leurs politiques étrangères, manifestent des biais qui perpétuent leur image de supériorité intrinsèque et les rapports de domination issus de la colonisation, empêchant ainsi la décolonisation mentale (Sylvester 2012 ; Sondarjee 2020).

Moins facile à discerner que la domination directe ou matérielle, cette forme subtile de domination culturelle et psychique est intéressante à décrypter, car elle offre des clés de compréhension quant à l'inefficacité de l'aide. Pour mieux comprendre, il convient de se pencher sur la manière dont les biais de domination culturelle occidental-centrée se manifestent dans le cadre d'une organisation fonctionnelle intégrée à l'ordre mondial actuel. Affaires mondiales Canada (AMC), organe gouvernemental chargé de diriger le développement international et l'aide humanitaire du Canada, constitue un cas d'étude pertinent pour approfondir ces questionnements. N'étant pas autant étudié que ses homologues américains et européens, le Canada est peu connu pour son rôle dans le maintien du *statu quo* néolibéral.

Ici, je tente d'appréhender les conséquences psychiques et cognitives, héritées de la période coloniale, qui affectent toujours le système d'aide internationale. Mon but est d'expliquer comment, malgré ses efforts d'innovation progressiste, le Canada reste imprégné par des biais de domination culturelle occidental-centrée souvent inconscients et qui empêchent l'appropriation de l'aide et son efficacité.

Aujourd'hui, beaucoup d'efforts sont entrepris pour intégrer les acteurs locaux dans les initiatives de développement afin de leur donner une voix plus forte et d'arrimer solidement les programmes à leurs besoins. Dans cet essai, j'avance cependant l'hypothèse que ces efforts ne représentent qu'un changement de façade. Sur le fond, dans les discours et les normes qu'il

véhicule, le Canada élabore ses politiques de développement en étant mû par les mêmes biais occidentalocentrés. Ceux-ci ne permettent pas de trouver des solutions s'adaptant réellement aux pays du Sud.

Afin d'expliquer cette proposition, j'utiliserai une démarche déductive. En premier lieu, je ferai une revue des études postcoloniales en développement international pour établir les bases de mon cadre d'analyse. Ceci me permettra de préciser la façon dont les discours et les biais de domination culturelle sont établis dans le système international d'aide au développement. En deuxième lieu, je tenterai d'appliquer les postulats et arguments avancés par cette littérature pour démontrer comment la politique extérieure canadienne s'est construite sur des rapports postcoloniaux avec les pays d'Afrique subsaharienne. Pour ce faire, la Politique d'aide internationale féministe servira d'appui, car elle oriente les priorités d'AMC.

### **Le postcolonialisme en développement international**

Pour expliquer comment le Canada et son programme d'aide sont toujours imprégnés de biais de domination culturelle, il faut tout d'abord comprendre comment le postcolonialisme se manifeste dans le système de solidarité à travers le monde. Le développement international représente le champ où les biais postcoloniaux sont les plus difficiles à discerner. Les politiques de développement mises en œuvre par les pays du Nord sont perçues comme philanthropiques grâce à l'utilisation d'expressions positives et valorisantes comme « aide » ou « assistance ». Peu y décèlent les rapports de colonialité que ce système perpétue. Ainsi, les dommages induits sont incompris ou ignorés. Pour bien comprendre

le mécanisme, il est nécessaire de mener une analyse de fond des discours qui animent les acteurs de l'aide.

### *L'invention du développement*

Arturo Escobar, l'un des fondateurs de la théorie du post-développement, montre comment les politiques de développement sont devenues des mécanismes de contrôle tout aussi répandus et efficaces que leurs équivalents coloniaux (2012). Selon lui, le développement est une invention qui enferme cognitivement les populations ciblées dans une case de personnes à sauver. Cette représentation est introduite en 1949 par le président américain Harry Truman, avec son concept de « *fair deal* ». Il décide que les pays dits pauvres devraient être aidés et être bénéficiaires d'une aide. Cependant, cette aide est tributaire d'un modèle calqué sur des normes occidentales incarnées par l'« *American Way of Life* », soit l'industrialisation par l'urbanisation, la technicisation de l'agriculture, etc. (Escobar 2012). En posant le concept de développement comme norme, les pays qui ne s'inséraient pas dans le modèle du progrès occidental ont été repoussés dans la case du retard.

### *Du complexe de colonisé au complexe de l'aidé*

Le complexe de colonisé, mis de l'avant par Franz Fanon, explique les ravages psychiques de la colonisation qui font en sorte que le colonisé développe un complexe d'infériorité. Les colons ayant inculqué dans l'esprit de chacun le mépris et la haine de soi, les colonisés rejettent leur propre culture, ce qui « dépersonnifie » le colonisé et détruit ses repères sociaux (Fanon 1961). Cette déshumanisation laissera des séquelles profondes sur plusieurs générations. La forme

contemporaine du complexe de colonisé sera appelée le « complexe de l'aidé » et illustre la continuité du processus psychique infériorisant. L'aidé, perçu comme sous-développé par les Occidentaux, ne possède pas une culture moderne et se doit d'être sauvé par « l'aidant », soit celui qui œuvre dans une entité de développement. L'aidant inculque le modèle de réussite à suivre. Il traite l'aidé comme un sujet devant être administré, utilisant inconsciemment les mêmes normes déshumanisantes et civilisatrices issues du projet colonial (Escobar 2012; Caouette et Kapoor 2015; Latouche 1989; Sondarjee 2020).

#### *L'institutionnalisation du développement*

Pour consolider ce projet, les pays occidentaux ont institutionnalisé et professionnalisé le concept de développement. La création d'instances nationales ou internationales et de « *think tanks* » du développement, comme le FMI ou la Banque mondiale, a donné naissance à un « champ institutionnel à partir duquel les discours sont produits, enregistrés, stabilisés, modifiés et mis en circulation » (Escobar 2012, p. 46) [Traduction libre]. Plutôt que de voir l'évolution comme un processus lié à l'histoire et à la tradition culturelle de chaque société, « le développement a favorisé une manière de concevoir la vie sociale comme un problème technique, comme une question de décision et de gestion rationnelle à confier à un groupe de personnes — les professionnels du développement » (Escobar 2012, p. 52) [Traduction libre]. Ainsi, l'aidé ne peut sortir de cette case infériorisante, prisonnier de la représentation biaisée de l'aidant expert, pour qui les coutumes locales sont incompatibles avec les valeurs universelles modernistes.

#### *La dépossession culturelle comme finalité*

Par peur de ne pas satisfaire aux exigences des bailleurs de fonds et de ne pas rentrer dans la grille préétablie par les ONG occidentales, l'aidé escamote les problèmes substantiels. Conditionné à être un sujet de développement, il élabore ses projets en fonction de ce que l'aidant veut afin de satisfaire les donateurs. Le bénéficiaire ne peut plus se défaire de cette représentation mentale qui fait de lui un assisté dépendant de l'aide pour subvenir à ses besoins (Sondarjee 2020). L'auteur Serge Latouche parle de la « déculturation » comme une étape essentielle au développement (1989).

#### **L'aide canadienne en Afrique subsaharienne : une relation de colonialité**

L'approche canadienne n'échappe pas aux biais postcoloniaux. Les projets d'aide internationale et les normes nécessaires au financement de diverses initiatives canadiennes sont tributaires d'une conception biaisée des constructions sociales. La perspective postcoloniale permet de déconstruire les *a priori* tenus pour acquis dans les structures de gouvernance. Affaires mondiales Canada (AMC) consolide le complexe de l'aidé par ses projets. Le Canada jouit d'un rayonnement positif à l'international par son implication et sa solidarité avec les pays du Sud et est considéré comme moins impérialiste que ses semblables américains et européens.

Dans les faits, c'est une situation dichotomique. Sur le plan économique et culturel, le Canada est un acteur essentiel au maintien de l'ordre global actuel. Il a construit ses relations avec les pays africains sur des bases d'exploitation néocoloniale. Dès leur indépendance dans les années 1950 et 1960, le Canada a immédiatement apporté de l'aide aux pays africains afin de les

dissuader de suivre une voie complètement indépendante ou communiste (Engler 2015). Le gouvernement canadien aurait également joué un rôle actif en participant au renversement des leaders anticoloniaux africains, comme Patrice Lumumba, premier dirigeant de la RDC (Engler 2015). Ottawa a exercé des pressions sur les nations africaines afin qu'elles se soumettent aux obligations des institutions financières internationales, comme les politiques d'ajustement structurel, forçant ainsi les pays emprunteurs à libéraliser et privatiser leur économie, renforçant le phénomène de déculturation (Engler 2015). Les compagnies privées canadiennes ont bénéficié du démantèlement des secteurs publics, se sont implantées dans la quasi-totalité des pays africains et détiennent aujourd'hui un pouvoir d'influence sur les politiques intérieures de ces pays (Deneault 2008; Engler 2015).

L'Agence canadienne de développement international (ACDI), constituée en 1968, s'est construite sur ce type de relations néocoloniales. Dans les années 2000, l'agence collaborait étroitement avec la Banque mondiale et soutenait « en priorité les États du Sud qui [souscrivaient] aux plans d'ajustement structurel de la Banque et du Fonds monétaire international » (Deneault 2008, p. 210). Pendant longtemps, le secteur privé canadien a joué un rôle de lobby destiné à faire pression sur l'ACDI pour qu'elle augmente son aide liée et qu'elle accorde des contrats à des entreprises canadiennes (Deneault 2008). En négligeant les réalités locales et en traitant les enjeux sociaux comme des technicalités, ces entreprises ont provoqué des ravages. Le financement dans les années 1960-1970 de barrages hydroélectriques en Afrique de l'Ouest a dérégulé des cycles fluviaux et océaniques que les populations locales avaient mis des siècles à domestiquer. L'ACDI, pensant détenir la clé des

problèmes grâce à son savoir technocratique, a favorisé, via ses programmes d'aide bilatérale, l'implantation des entreprises canadiennes en Afrique plutôt que les besoins des populations locales.

Depuis la restructuration de l'ACDI en 2013 qui a permis la formation d'Affaires mondiales Canada (AMC) et l'arrivée au pouvoir du gouvernement libéral de Justin Trudeau en 2015, le ministère s'est réorienté vers des principes plus progressistes. Qu'il s'agisse de politique féministe ou de lutte contre les changements climatiques, ces principes guident dorénavant l'aide canadienne et cherchent à montrer une considération plus grande des conditions locales. Cependant, le Canada peine à se débarrasser de ses biais postcoloniaux. Bien que les intentions soient bonnes et les efforts non négligeables, les discours du gouvernement canadien restent marqués par un caractère paternaliste qui est relatif aux valeurs occidentales imposées aux nations du Sud global.

L'analyse de la Politique d'aide internationale féministe (PAIF), pilier des programmes d'aide du Canada, permet d'obtenir des clés de compréhension pour déconstruire cette conception biaisée. L'objectif de la démonstration n'est pas de reformuler le système de solidarité canadien pour l'adapter *in fine* aux réalités africaines. Cela nécessiterait une compétence et des expertises culturelle, sociale, politique, anthropologique exhaustives. L'objectif est plutôt d'amorcer une réflexion nécessaire à une prise de conscience sur les conséquences du déséquilibre du système d'aide internationale.

*La politique d'aide internationale féministe et le féminisme civilisationnel*

La PAIF est la principale stratégie qui détermine les politiques de développement d'AMC. Tout projet doit impérativement intégrer le principe d'égalité des genres dans son élaboration et correspondre à l'un des six champs d'action de la PAIF, soit : 1) l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles, 2) la dignité humaine, 3) la croissance au service de tous, 4) l'environnement et l'action pour le climat, 5) la gouvernance inclusive, et 6) la paix et la sécurité (Canada 2022).

Bien que ces champs d'action aient permis d'obtenir des résultats non négligeables, leur intention se fonde sur ce que la politologue décoloniale Française Vergès appelle le féminisme civilisationnel (2019). Ce concept permet de remettre en question l'universalisme des termes féministes occidentaux et les expressions euro-modernes relatives au genre. Ayant émergé vers la fin des années 1980 en France notamment, ce féminisme s'est développé principalement autour du voile islamique, perçu comme une manifestation de soumission. Les femmes musulmanes sont ainsi devenues la cible de discours orientaliste, incarné par un « intégrisme laïque » (Vergès 2019, p. 69). Marquées par un féminisme teinté d'un comportement salvateur, « [les] féministes européennes s'envisagent non seulement comme l'avant-garde du mouvement pour les droits des femmes mais aussi comme leurs garantes. Elles se présentent comme la dernière ligne de front pour contenir un assaut qui viendrait du Sud et menacerait toutes les femmes. » (Vergès 2019, p. 70)

Cette dimension civilisationnelle du féminisme anime toujours implicitement certaines politiques féministes, dont celle de la PAIF. À travers ses six champs d'action, les prescriptions de

la PAIF imposent une conception subjective de ce que les femmes non occidentales doivent incarner pour être considérées comme émancipées par les experts du développement. Dans la configuration mondiale actuelle, les droits des femmes sont dorénavant tributaires d'un caractère néolibéral (Vergès 2019). Ceci peut s'observer dans la PAIF par les critères « renforcement du pouvoir des femmes » (*empowerment*) et « croissance au service de tous ». Ces notions ne répondent pas nécessairement aux besoins réels des femmes selon les contextes socioculturels et historiques, mais visent plutôt à les insérer dans un système économique où la création de richesse constitue le critère de l'émancipation. La PAIF indique que l'égalité des genres augmenterait le PIB mondial de 12 000 milliards de dollars en une seule décennie, réduisant les femmes à un simple moyen de répondre aux lois du marché international, en suivant des étapes préétablies, plutôt que selon leurs propres critères. Sur la page web de la PAIF, il est indiqué que le renforcement du pouvoir des femmes peut se faire par le soutien aux organisations féminines de défense de droits des femmes (Canada 2022). Cette formulation implique que les femmes doivent utiliser une grille occidentale uniforme de promotion des droits, évacuant les structures propres à chacun des pays récipiendaires :

*Les programmes d'empowerment des femmes appliqués de manière plus ou moins indifférenciée (one-size-fits-all) et créés par des organisations internationales depuis les années 1980, ont également participé à détruire des modes d'organisation collective propres à de nombreuses communautés du Sud. [...] Ce terme, défini initialement comme l'émancipation collective par et pour les femmes, est lentement devenu synonyme d'une autonomisation économique que les organisations internationales et non gouvernementales (ONG) doivent "accorder"*

*aux femmes dans les pays récipiendaires de l'aide internationale.* » (Sondarjee 2020, p. 108)

Ainsi, la PAIF est présentée comme un processus linéaire uniforme venant du Canada, qui viserait à modeler les femmes du Sud selon la conception occidentale de l'émancipation. Des termes tels qu'« orienter les actions en matière d'égalité des genres » et « empêcher et transformer les comportements néfastes qui peuvent avoir des conséquences négatives » servent à décrire les objectifs de la PAIF (Canada 2022). Cette terminologie renvoie au féminisme civilisationnel, rappelant un comportement colonialiste, où dans ce cas-ci les féministes « partent en croisade contre la discrimination sexiste et les symboles de soumission qui persistent dans des sociétés hors de l'Europe de l'Ouest » (Vergès 2019, p. 74). Rien n'indique cependant que les femmes peuvent déterminer par elles-mêmes leurs propres voies de l'épanouissement.

### Conclusion

En somme, la PAIF est tributaire et prisonnière d'une vision ethnocentriste et limitée du mouvement des femmes. Les champs d'action de l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles et de la dignité humaine renferment des discours hérités du féminisme civilisationnel. À travers les différentes initiatives présentées, force est de constater qu'AMC participe à la production discursive de politiques qui divisent le monde en deux, qui ne permettent pas de réduire le fossé entre le Nord et le Sud et qui maintiennent la condition mentale infériorisante de population d'assistés. Sur le plan psychique, cette dimension rappelle la division manichéenne du monde colonial présentée par Frantz Fanon. D'un côté, les colons représentent

le Bien et les colonisés, de l'autre côté, le Mal (Fanon 1961). Cette vision manichéenne s'incarne dans la PAIF, à travers ses formes contemporaines, par ce que Françoise Vergès appelle le « fémo-impérialisme » : « [ces féminismes] adhèrent à une mission civilisatrice qui divise le monde entre cultures ouvertes à l'égalité des femmes et cultures hostiles à l'égalité des femmes. » (Vergès 2019, p. 80)

Il convient ainsi de se pencher sur l'avenir des politiques d'aide au développement d'Affaires mondiales Canada. Tels qu'évoqués, les biais de domination occidental-centrée empêchent l'appropriation de l'aide et son efficacité en raison d'un hiatus d'ordre socioculturel. Pour pallier cette situation, l'une des pistes de solution pourrait être de mener une refonte des lignes directrices d'Affaires mondiales Canada dans ses politiques d'aide publique au développement. Idéalement, il conviendrait de les recentrer dans une logique de dialogique et d'équité avec les pays du Sud global pour les besoins des bénéficiaires concernés, plutôt que de rentabiliser l'image idéalisée du Canada à travers son système de solidarité. Il est nécessaire de mettre en lumière ces biais pour les déconstruire. Une telle démonstration dans le cadre d'une stratégie de refonte des lignes directrices du ministère permettrait de réduire les dynamiques de pouvoir postcolonial qui imprègnent insidieusement les relations entre le Canada et les pays du Sud global. *A priori*, ce travail de déconstruction psychique permettrait d'éviter de reproduire les mêmes schémas qui perdurent depuis plusieurs décennies. *A posteriori*, cela permettrait de retrouver la confiance des pays du Sud envers les politiques extérieures de l'Occident et d'accueillir les initiatives de solidarité avec moins de réticence.

Actuellement, le *statu quo* est de mise. Le Canada ne cherche pas à restructurer

et à réorienter ses méthodes de gestion technocratique libérale. En mai 2022, la ministre des Affaires étrangères Mélanie Joly a annoncé vouloir restructurer AMC afin de « mieux voir ce qui se passe sur le terrain » (Proulx 2022). Une telle annonce aurait pu augurer un réel travail de remise en question et l'espoir d'un changement de paradigme. Cependant, cette transformation est d'ordre organisationnel (Proulx 2022), ce qui représente un changement de façade et non pas une relecture de fond des discours véhiculés par le gouvernement. La ministre Joly n'entend pas réévaluer les postures canadiennes à l'étranger, qui ont souvent fait l'objet de critiques, comme l'alignement systématique des décisions du gouvernement Trudeau sur celles des États-Unis (Proulx 2022). Nombre de personnes partagent ces questionnements critiques quant à l'efficacité de l'aide. Cependant, peu mettent de l'avant ces inquiétudes, soit parce que le phénomène de biais culturel reste peu connu, soit parce qu'il est trop ardu de mener un tel processus en raison de la lourdeur de l'appareil administratif ministériel. Ainsi, il est peu probable que le changement vienne du gouvernement fédéral, d'autant plus que le Canada profite de l'ordre global.

Le changement proviendra en grande partie des populations concernées. À la manière des décolonisations, elles doivent reprendre en main leur propre processus d'épanouissement. Comme l'évoque l'intellectuel et professeur ougandais Yash Tandon, le développement doit être repensé comme un processus de résistance et de libération des structures de domination impériale (2016). Pour mettre fin au complexe de l'aidé, où les individus « incapables » deviennent des sujets administrés par l'aide et définis par l'extérieur, le développement devra être défini par les intéressés eux-mêmes dans le cadre d'une stratégie nationale et endogène (Tandon 2016). Tel

qu'illustré par la révolution burkinabè de Thomas Sankara dans les années 1980, une politique nationale ayant pour essence la décolonisation structurelle et individuelle sur le plan mental est envisageable (Bouamama 2014; Boukari-Yabara 2017). Un tel processus permettrait de recentrer l'aide sur les besoins des bénéficiaires et pourrait inciter le Canada, tout comme ses homologues occidentaux, à reconsidérer son approche dans ses relations avec les pays du Sud global.

### Notice biographique

**Anys Toupin-Khellef** a récemment complété sa maîtrise en Affaires publiques et internationales au Département de science politique à l'Université de Montréal, et est diplômé en développement international et mondialisation de l'Université d'Ottawa.

### Références

- Angharad Rees, L. (2011). 25. *Face aux défis des systèmes publics de santé, quel rôle pour la médecine traditionnelle dans les pays en développement?.* Dans : D. Kerouedan, dir. *Santé internationale. Les enjeux de santé au Sud.* Paris : Presses de Sciences Po. p. 337-345.
- Bancel, N. (2019). *Le postcolonialisme.* Paris : Que sais-je?
- Bouamama, S. (2014). 14. *Thomas Sankara.* Dans : *Figures de la révolution africaine, de Kenyatta à Sankara.* Paris : La Découverte. p. 275-292.

- Boukari-Yabara, A. (2017). 22. Un héritier visionnaire. Thomas Sankara et la quête de “la seconde indépendance”. Dans : *Africa Unite ! Une histoire du panafricanisme*. Paris : La Découverte. p. 294-306.
- Caouette, D., et Kapoor, D. (2015). *Beyond Colonialism, Development, and Globalization : Social Movements and Critical Perspectives* ». Dans : D. Caouette, et D. Kapoor, dir. *Beyond Colonialism, Development, and Globalization : Social Movements and Critical Perspectives*. Bloomsbury Academic & Professional. p. 1-24.
- Deneault, A., Abadie, D., et Sacher, W. (2008). *L'Agence canadienne de développement international : cache-sexe pour éléphants blancs*. Dans : *Noir Canada. Pillage, corruption et criminalité en Afrique*. Montréal : Éditions Écosociété. p. 204-242
- Engler, Y. (2015). *Canada in Africa: 300 years of aid exploitation*. Black Point, Nova Scotia: Fernwood Publishing ; Vancouver, B.C: RED Publishing.
- Escobar, A. (2012). *Encountering Development : The Making and Unmaking of the Third World*. Princeton, N.J, Woodstock: Princeton University Press.
- Fanon, F. (1961). *Les damnés de la terre*. Éd. Rev. Paris : Éditions Gallimard 1991.
- Federici, S. (2019). *Women's Struggles for Land in Africa and the Reconstruction of the Commons*. Dans S.
- Federici, dir. *Re-enchanting the world : Feminism and the Politics of the Commons*. Oakland: PM Press. p. 116-133.
- Gouvernement du Canada (2022). *Politique d'aide internationale féministe du Canada [en ligne]*. Ottawa :
- Affaires mondiales Canada. [Consulté le 18 juillet 2023]. Disponible sur : [https://www.international.gc.ca/world-monde/issues\\_developpement\\_developpement/priorities-priorites/policy-politique.aspx?lang=fra#5.2](https://www.international.gc.ca/world-monde/issues_developpement_developpement/priorities-priorites/policy-politique.aspx?lang=fra#5.2)
- Latouche, S. (1989). *L'occidentalisation du monde*. Éd. Rev. Paris : La Découverte 2005.
- Proulx, B. (2022). *Ottawa passera sa diplomatie en revue [en ligne]*. *Le Devoir*. [Consulté le 18 juillet 2023]. Disponible sur : <https://www.ledevoir.com/politique/canada/717123/melanie-joly-au-ottawa-passera-sa-diplomatie-en-revue>
- Sondarjee, M. (2020). *Perdre le Sud : décoloniser la solidarité internationale*. Montréal : Écosociété.
- Sylvester, Christine (2012). Chapitre 11. *Le postcolonialisme*. Dans : J. Baylis, S. Smith, et P. Owens. *La globalisation de la politique mondiale : Une introduction aux relations internationales*. Mont-Royal, Québec, Canada : Modulo. p. 187-202.
- Tandon, Y. (2016). *Le développement, c'est la résistance*. *Alternatives Sud* 23 (3) : 25-48.
- Vergès, F. (2019). *Un féminisme décolonial*. Paris : La fabrique éditions.